Publictionnaire
Dictionnaire encyclopédique et critique des Publics

Changement climatique : déni, négation et climato-scepticisme

Andrea Catellani

Référence électronique
Andrea Catellani, Changement climatique : déni, négation et climato-scepticisme. *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics.* Mis en ligne le 02 juin 2021. Accès : http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/changement-climatique-deni-negation-et-climato-scepticisme/

Le Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics est un dictionnaire collaboratif en ligne sous la responsabilité du Centre de recherche sur les médiations (Crem, Université de Lorraine) ayant pour ambition de clarifier la terminologie et le profit heuristique des concepts relatifs à la notion de public et aux méthodes d'analyse des publics pour en proposer une cartographie critique et encyclopédique.

Accès : http://publictionnaire.huma-num.fr

Cette notice est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 3.0 France. Pour voir une copie de cette licence, visitez http://creativecommons.org/licenses/by-ncnd/3.0/fr/ ou écrivez à Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA.

Changement climatique : déni, négation et climato-scepticisme

Le substantif « climato-scepticisme » et l'adjectif « climato-sceptique » (*climate change skepticism* et *climate change skeptic* en anglais), ainsi que les expressions comme « déni climatique » (*climate change denial*), sont assez largement utilisés pour parler d'une « famille assez cohérente d'arguments et groupes d'individus qui rejettent, contestent ou remettent en question la thèse dominante/orthodoxe selon laquelle le climat mondial change principalement en raison des activités humaines et que ces changements affecteront gravement à la fois les écosystèmes et les populations humaines s'ils ne sont pas arrêtés » (Van Rensburg, 2015 : 1 ; notre traduction de l'anglais ici et après).

Lié aux « controverses climatiques » (Gemenne, Decroly, Zaccaï, 2012), ce phénomène fait partie d'une tendance plus globale qui consiste en la mise en question de la science ou des conséquences tirées des connaissances scientifiques (comme les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre). Ce phénomène a eu et a toujours un retentissement et des effets importants dans nos sociétés ; il résulte d'une convergence de facteurs différents (psychologiques, économiques, politiques, idéologiques, communicationnels…) qui en font une sorte de symbole troublant de notre époque. Comme le disent le géographe Frédéric Alexandre et ses collègues (Alexandre, Argounès, Bénos, 2020 : 177), « la question climatique met également en jeu des intérêts économiques, géopolitiques et géostratégiques considérables. La façon dont elle est transcrite et médiatisée ajoute un élément de complexité […] ».

Inutile de justifier la relation des formes de climato-scepticisme et de déni climatique avec la notion de « public ». Rien n'est plus « public » et partagé que le climat et son état, qui constituent indéniablement un bien commun ; le changement climatique est « passé d'un phénomène essentiellement physique à un phénomène simultanément politique, social et culturel – et donc à un défi de communication » (Fløttum, 2018 : 21). Les enjeux de la lutte contre le changement climatique concernent la relation entre sphère de la recherche scientifique et des technologies, agenda politique, géostratégique et économique, opinion publique et construction de cadres médiatiques d'interprétation plus ou moins favorables ou contraires à cette lutte, en impliquant aussi des formes de désinformation (Conway, Oreskes, 2010).

Tensions terminologiques

Le premier point à souligner concerne les enjeux stratégiques et rhétoriques liés aux mots utilisés pour parler de ce phénomène. En effet, il s'agit d'une terminologie qui n'est pas d'origine scientifique et qui n'est pas exempte de critiques, ni de conflit. L'évocation de la catégorie du scepticisme, selon les détracteurs, risque en effet d'être valorisante, ou en tout cas inexacte (même si, au départ, cette catégorie est apparue pour critiquer ses porte-paroles, voir *infra*). L'écologiste social Haydn Washington (Washington, Cook, 2013 : 2), par exemple, souligne que « de nombreux négateurs du changement climatique se qualifient eux-mêmes de "sceptiques" climatiques… Cependant, refuser d'accepter la "prépondérance des

preuves accablantes n'est pas du scepticisme, c'est du déni et devrait être appelé par son vrai nom […] L'utilisation du terme "sceptique climatique" est une déformation de la réalité […] Le scepticisme est sain à la fois dans la science et dans la société ; le déni ne l'est pas » (voir aussi Dunlap, 2013). Donc, il s'agirait d'une usurpation d'une caractéristique propre de la mentalité scientifique, le scepticisme comme remise en question systématique des acquis.

Il est vrai que certains négateurs du changement climatique utilisent aussi le terme de « climato-réalistes », très valorisant et évoquant un cadre interprétatif qui fait basculer le « sérieux » scientifique de leur côté. Le discours construit l'opposition d'une minorité éclairée à la « pensée dominante » « réchauffiste » et à des institutions considérées comme néfaste comme le GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique) ; parfois des théories du complot sont mobilisées (comme dans certaines déclarations de l'ex-Président des États-Unis Donald Trump). La définition de « climato-négationnistes » ou « négateurs du changement climatique (anthropique) » est plus précise, mais provoquerait pour certains une référence au négationnisme au sujet la Shoah (O'Neill, Boykoff, 2010) ; il existe aussi le terme anglais de « contrarian » et d'autres comme « antiscience », « denialisme », « dismissal » (voir Björnberg *et al.*, 2017).

Somme toute, le sociologue Riley E. Dunlap (2013 : 691-698) propose de nuancer la description, en soulignant que ces expressions recouvrent des positions différentes : « Il semble préférable de considérer le scepticisme et le déni comme un continuum, certains individus (et groupes d'intérêt) ayant une vision sceptique du réchauffement climatique… et d'autres le niant complètement ». F. Alexandre, F. Argounès et R. Bénos (2020 : 178) soulignent aussi la nécessité de parler *des* climato-scepticismes au pluriel, qui « se retrouvent cependant sur l'idée qu'ils bousculeraient une "vérité officielle" contestable scientifiquement, imposant des choix économiques couteux ou inefficaces, et freinerait le développement économique ».

L'histoire du fait et de la notion

Les résultats scientifiques sur le changement climatique anthropique s'accumulent depuis le XIX^{e} siècle et la découverte en 1824 de l'effet de serre par le mathématicien et physicien Jean-Baptiste Joseph Fournier (1768-1830) ; le consensus auprès des spécialistes est devenu extrêmement élevé. Plusieurs études ont montré l'existence d'un consensus presque total (entre 97 % et 100 %) parmi les spécialistes du climat (voir par exemple Cook *et al.* 2013) ; l'étude du géologue James Powell en 2019 montre un consensus total. Un article dans la revue *Nature* estimait en 2018 la probabilité que le changement climatique actuel soit anthropique à 99,9 % (voir Santer *et al.*, 2018). À côté de cette histoire de construction progressive du savoir scientifique s'est déroulée celle, plus courte, des formes de remise en question, refus et négation plus ou moins argumentées, explicites ou implicites, intéressées ou spontanées, stratégiques (des véritables formes de désinformation, « propagande » et lobbying, par ceux qui ont accès aux bonnes informations) ou à un niveau plus amateur et « naïf », lié au manque de bonnes informations ou à cause d'interprétations minoritaires (Ferkany, 2015 ; voir aussi Björnberg *et al.*, 2017).

C'est au milieu des années 1990 que l'expression de « climate skepticism » commence à être largement utilisée aux États-Unis, notamment pour dénoncer des campagnes d'influence par des minorités de scientifiques, par exemple par le journaliste Ross Gelbspan (Painter, Ashe, 2012). Les historiens Erik M. Conway et Naomi Oreskes (2010) et d'autres auteurs (voir

Dunlap, Jacques, 2013) ont montré l'application de la « stratégie du doute » (créer l'impression que la science n'est pas certaine concernant un sujet, qu'un débat scientifique est en cours) et de l'instrumentalisation de la démarche scientifique au changement climatique (après d'autres sujets comme les effets du tabac sur la santé, le virus VIH, les pluies acides, les pesticides) par une galaxie de groupes d'intérêt et de « think tanks » « conservateurs » (hostiles aux règlementations étatiques, à l'environnementalisme et aux limitations au business) aux États-Unis notamment (comme le Heartland institute et le Marshall Institute), mais pas seulement (voir les études sur les think tanks climato-sceptiques en Europe et notamment en Allemagne ; Busch, Judick, 2021 ; Almiron, Xifra, 2020 ; Gemenne, Decroly, Zaccaï, 2012). Entre autres démarches, celles concernant l'influence ont mobilisé un petit groupe de scientifiques, par exemple des anciens physiciens « nationalistes », hostiles à l'environnementalisme et à l'intrusion de l'État, pour créer une impression de controverse scientifique dans l'opinion publique et attaquer parfois directement des climatologues de renom. Un mécanisme médiatique utilisé dans ces stratégies, outre l'appui de groupes médiatiques favorables, a été celui de l'instrumentalisation de la « fairness doctrine » ou balance des médias, qui prévoit en cas de controverse de donner le même espace médiatique aux deux positions, ce qui crée une distorsion dans la relation entre le débat scientifique et sa représentation médiatique quand on oppose des climatologues à des « experts » non spécialistes (voir Conway, Oreskes 2010 ; Dunlap, 2013).

Cette dimension de communication d'influence et de lobbying, vise à influencer les médias, les agendas politiques et l'opinion publique en « fabriquant de l'ignorance » (objet d'étude de l'agnotologie) *via* une apparence de controverse scientifique. Elle fait partie du phénomène du déni et du scepticisme climatique (Dunlap, 2013). Pourtant, la mise en question de la science climatique et/ou de ses conséquences ne se réduit pas à des formes de séduction stratégique. Concernant un autre versant du climato-scepticisme, il faut citer toutes les positions « naïves » (Ferkany, 2015). La spécialiste de *data sciences* Kathie M. d'I. Treen et ses collègues (Treen, Williams, O'Neill, 2020) rappellent à ce propos la distinction entre désinformation et « *misinformation* » (l'information trompeuse, avec ou sans intention de tromper, de laquelle la désinformation est un sous-ensemble), dont la circulation est favorisée par certaines caractéristiques des réseaux sociaux numériques comme l'homophilie (la connexion avec des porteurs d'idées semblables est renforcée), la polarisation et les « chambres d'écho » (des réseaux où des idées et positions se renforcent *via* la répétition et la confirmation mutuelle), mais aussi des campagnes qui utilisent les bots et les techniques d'astroturfing.

La situation en France évolue entre le début des années 2000 (avec des prises de position publiques en faveur du climat, comme celle de Jacques Chirac [1932-2019]) et le début des années 2020. Les critiques « climato-sceptiques » au consensus scientifique et au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) apparaissent notamment vers la fin des années 2000. F. Alexandre et ses collègues (2020 : 179-180) rappellent qu'un basculement se produisit en France lors de l'avis produit par l'Académie des Sciences en 2010, qui confirmait les thèses du réchauffement climatique anthropique et de son potentiel dangereux, sans pour autant éteindre complètement l'existence de formes de climato-scepticisme, qui s'expriment par exemple dans les médias sociaux numériques.

Scepticisme et déni : traits et typologies

La philosophe Karin Edvardsson Björnberg e*t al.* (2017) proposent une synthèse de la

littérature scientifique sur le déni/scepticisme du changement climatique. Le déni peut concerner l'existence du réchauffement climatique (*trend denial*), l'attribution à l'homme de ce réchauffement (*attribution denial*), les effets négatifs sur l'homme et l'environnement (*impact denial/skepticism*), ou le consensus parmi les scientifiques (*consensus denial*). Il faut ajouter aux formes de déni explicite, moins présentes aujourd'hui dans les pays d'Europe, une forme de déni plus implicite : les savoirs sur le climat ne sont pas remis en question, mais manquent l'effort et la volonté de traduire ces savoirs en action, et les personnes adressent simplement leur attention à autre chose, comme dans la communauté norvégienne étudiée par la sociologue Kari Marie Norgaard (2011).

De son coté, Willem Van Rensburg (2015), chercheur en science politique, propose de distinguer le scepticisme sur l'évidence (*evidence skepticism*), concernant l'existence, l'attribution à l'homme et les effets négatifs, d'autres formes de scepticisme, qui concernent le processus scientifique de production de savoir (*process*) et les réponses à apporter (*response*). Le scepticisme sur le processus scientifique se focalise par exemple sur les défauts des processus de relecture par les pairs, le poids des laboratoires établis par rapport aux recherches dissonantes, etc. Enfin, le scepticisme sur les réponses à apporter concerne les doutes, critiques et réactions contre les propositions de politiques et d'outils pour lutter contre le changement climatique (la taxe carbone, le prix sur le carbone, etc.) : « Parce qu'il aborde des questions de gouvernance dont la pertinence est tout à fait indépendante de la question climatique […] le scepticisme de réponse est accessible à un public général beaucoup plus large » (*ibid.* : 5, notre traduction de l'anglais). W. Van Rensburg propose aussi un continuum concernant la certitude de la mise en question du savoir sur le climat, qui va du scepticisme modéré (*mild*) des incertains à celui extrême de la réfutation et du rejet.

Le spécialiste d'économétrie Pascal Diethelm et le professeur de santé publique Martin McKee (2009) ont proposé cinq caractéristiques du déni climatique, résumées par K. E. Björnberg *et al.* (2017 : 237) : « Les théories du complot, le recours à des faux experts, la sélectivité dans le choix des articles qui, pris isolément, semblent étayer leurs affirmations, les attentes impossibles quant aux résultats de la recherche, les fausses déclarations et les erreurs logiques flagrantes ». D'autres caractères résumés par K. E. Björnberg *et al.* sont « la remise en question des motivations personnelles et de l'intégrité des scientifiques, la présentation des problèmes comme des menaces pour la liberté individuelle et la représentation de la science dominante comme étant fondée sur une croyance philosophique ou religieuse particulière » (*ibid.*).

Les acteurs du climato-scepticisme et du déni climatique

Les protagonistes des démarches climatosceptiques peuvent appartenir à des sphères différentes : scientifique (notamment, des chercheurs externes aux sciences climatiques ou marginaux), politique (comme des chefs d'État, de Jair Bolsonaro à Donald Trump, en passant par Nicolas Sarkozy), économique (industries, lobbies et organisations de secteur), médiatique (journalistes individuels ou groupes médiatiques comme celui de Rupert Murdoch), et concerne aussi, selon K. E. Björnberg *et al.* (2017), « le public ». Dans ce dernier cas, beaucoup d'études ont analysé la situation américaine, particulièrement (et de plus en plus) polarisée selon des clivages politiques et « idéologiques », les électeurs démocrates étant bien plus susceptibles de croire au changement climatique anthropique que les électeurs républicains. D'ailleurs, une recherche (Kahan *et al.*, 2011) avait montré que, aux États-Unis, le fait d'avoir plus de compétences scientifiques (qui donnent l'impression de

pouvoir maitriser le sujet) peut même augmenter le scepticisme, notamment si la vision du monde est idéologiquement opposée aux informations reçues et à leurs conséquences.

Le Yale Program on Climate Change Communication propose depuis 2008 un sondage sur le climat, dans l'opinion publique américaine, qui a identifié « 6 Amériques » différentes : les alarmés, les concernés, les prudents, les désengagés, les douteux (*doubtful*) et les dédaigneux (*dismissive*, site du Yale Program on Climate Change Communication). « Les dédaigneux croient que le réchauffement climatique ne se produit pas, qu'il n'est pas causé par l'homme ou qu'il ne constitue pas une menace, et la plupart d'entre eux adhèrent à des théories du complot (par exemple, "le réchauffement climatique est un canular") ». En 2020, les deux dernières catégories représentaient 12 % et 8 % des interviewés, pourcentages importants mais minoritaires (face au 26 % des alarmés et au 29 % des concernés).

Dans d'autres parties du monde, la situation est beaucoup moins polarisée politiquement : en France, par exemple, un sondage TNS Kantar pour l'entreprise de production et de distribution d'électricité suédoise Vattenfall en janvier 2021 montrait que 80 % des Français sont inquiets sur ce sujet ; d'ailleurs, un sondage mené par les Nations Unies dans 50 pays, nommé « People's Climate Vote », montrait en janvier 2021 que 64 % des sondés considérait que le monde est dans un état d'émergence climatique. Mais les positions restent plurielles, les groupes dits « d'extrême droite » présentent dans plusieurs pays des positions climato-sceptiques, et les mass-médias peuvent devenir un lieu d'expression et de propagation de positions climato-sceptiques ou de déni, selon plusieurs recherches. Les spécialistes de la communication sur l'environnement James Painter et Teresa Ashe (2012) ont montré par exemple dans le passé, dans plusieurs pays (y compris la France et les États-Unis), la corrélation entre affiliation « de droite » du média et la publication d'articles « denialist ». Concernant les médias sociaux numériques, les recherches ont aussi montré leur rôle dans la persistance des positions de scepticisme et de déni, comme par exemple celles sur les « chambres d'écho » par les sociologues Shaun W. Elsasser et Riley E. Dunlap (2012 ; voir aussi Treen, Williams, O'Neill, 2020). Ces auteurs parlent (en 2013) de « la "chambre d'écho conservatrice" qui, dans le cas du changement climatique, se compose non seulement des principaux médias conservateurs de la télévision, de la radio et de la presse écrite […] mais aussi d'une pléiade de blogueurs – y compris plusieurs "scientifiques citoyens" autoproclamés – et de leurs adeptes dévoués, qui travaillent ensemble pour se promouvoir les uns les autres, les scientifiques opposés [*contrarian scientists*] et tous les autres éléments de la machine à nier dans un effort mutuel pour saper la réalité et la menace du réchauffement climatique » (Elsasser, Dunlap 2012 : 755).

Motivations et causes du déni et du scepticisme

Les recherches ont montré, au fil du temps, différentes formes d'explication des phénomènes de scepticisme et de déni de la science climatique (et de la science en général), en distinguant les formes naïves de celles intéressées. On a évoqué des raisons comme l'attachement aux richesses (*greed*), l'idéologie, les croyances personnelles et communautaires, parfois l'excentricité, ou au contraire, selon les contextes, le coût de se dissocier des positions dominantes de son propre groupe culturel et idéologique, l'adhésion sélective à l'information diffusée par les leaders de sa communauté (et la création donc de « chambres d'écho ») ; aux États-Unis en particulier des facteurs comme l'illettrisme scientifique, les idéologies et les identités collectives de droite (Björnberg *et al.*, 2017 : 237). Sur un plan psychologique, il faut rappeler l'importance des biais de confirmation et de la dissonance cognitive, qui

conduisent à réfuter ou relativiser l'information sur le changement climatique qui « dérange » et apparaît en contraste avec ses visions et habitudes établies (Kraft, Lodge, Taber, 2015).

D'autres leviers cruciaux, on l'a vu, sont la vision du monde et les valeurs, et les effets des formes de désinformation et mauvaise information ; à ce propos, des études ont prouvé les effets de la perception faussée qu'une controverse scientifique est en cours (Cook, Lewandowsky, Ecker, 2017). Concernant les valeurs, les effets plus forts dérivent de la combinaison de visions du monde individualistes, anthropocentriques, conservatrices, néolibérales, etc. (Björnberg *et al.*, 2017 : 237). Les recherches psychologiques et sociologiques sur les résistances à la lutte contre le réchauffement climatique (voir par exemple, Stoknes 2015 ; Marshall 2015) sont très utiles pour approfondir ces facteurs ; Per E. Stoknes souligne entre autres éléments l'importance du refus des discours trop négatifs (« doom and disaster »).

Pistes de réponse au déni et au scepticisme climatiques

K. E. Björnberg *et al.* (2017 : 238) résument une partie des recherches sur les réponses à apporter au déni et au scepticisme climatiques en montrant que les chercheurs se sont focalisés sur une série de points : l'importance de réponses adaptées au contexte spécifique (Marshall, 2015) ; l'éducation des publics à la pensée critique et à une vision correcte de la démarche et de l'incertitude scientifiques ; la mobilisation des scientifiques dans l'espace public comme énonciateurs et contributeurs plus actifs (mais aussi plus réflexifs). Sur la communication à propos du changement climatique, le « Handbook » dirigé par David Holmes et Lucy M. Richardson (2020) et la *The Oxford Encyclopedia of Climate Change Communication* (2018) sont des références importantes.

Des recherches ont aussi montré que « les visions du monde plutôt que le manque de connaissances factuelles induisent le déni de la science » (Björnberg *et al*., 2017 : 238 ; voir aussi Marshall, 2015). Concernant les stratégies de communication, certains auteurs proposent de se focaliser sur des discours et récits concrets et humains, sur ce qui est possible de faire et sur les bénéfices des comportements pro-écologiques, et moins sur les fautes et le négatif (Stoknes, 2015). On souligne également l'importance de mettre en discussion les intérêts et valeurs subjacents (pour sortir de la seule focalisation sur les données). Une recherche intéressante a montré l'utilité de la pratique du « prebunking » fondée sur la théorie de l'inoculation (on résiste mieux à une tentative de persuasion si on est « vaccinés » à l'avance) : expliquer de façon préventive les erreurs et défauts des informations incorrectes sur le climat, et souligner le consensus scientifique, neutralise les effets démobilisateurs de la mauvaise information et de la désinformation (Cook, Lewandowsky, Ecker, 2017).

En dehors des contributions scientifiques, on trouve sur l'internet, entre autres, des sites de « debunking » (démystification) des argumentations climato-sceptiques (skepticalscience.com), ou de dénonciation des campagnes d'influence (desmogblog.com), qui s'ajoutent à des blogs et publications variés de climatologues et autres auteurs (voir en français, Viot, 2020) qui réagissent aux discours sceptiques et de déni. Aussi l'université du Queensland (Australie) propose-t-elle un MOOC sur « Making sense of climate change denial » (https://www.mooc-list.com/course/making-sense-climate-science-denial-edx).

En définitive, le changement climatique remet parfois profondément en cause les individus, leurs habitudes, leur vision du monde, leur intimité et spiritualité même. Devant ces défis et les responsabilités qu'ils impliquent, le philosophe Clive Hamilton écrivait que « nous

sommes tous des climato-sceptiques » (*in* : Gemenne, Decroly, Zaccaï, 2012 : 222), ou au moins – dirions-nous – tentés de l'être. L'enjeu de la conservation de conditions décentes d'habitabilité de la planète pour les humains et pour les autres vivants génère entre autres des efforts considérables pour attirer (ou détourner) l'attention des publics, mais aussi leur engagement, leur adhésion et leurs pratiques. Les publics réels et imaginaires se retrouvent donc au centre de stratégies et efforts (entre autres) symboliques divergents. Les efforts pour intégrer une forme correcte et éthique de pensée critique (qui déjoue les freins à l'action et les pièges des stratégies du doute et de l'inaction) sur le changement climatique, et pour accélérer et gérer l'immensité des transformations qu'il implique, représentent dans ce contexte un défi crucial de notre époque.

Bibliographie

Alexandre F., Argounès F., Bénos R., 2020, *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, Paris, CNRS Éd.

Almiron N., Xifra J., éds., 2020, *Climate change denial and public relations: Strategic communication and interest groups in climate inaction*, Routledge. Accès : https://doi.org/10.4324/9781351121798

Björnberg K. E., Karlsson M., Gilek M., Hansson S. O., 2017, « Climate and environmental science denial: A review of the scientific literature published in 1990–2015 », *Journal of Cleaner Production*, 167, pp. 229-241.

Busch T., Judick L., 2021, « Climate change – that is not real! A comparative analysis of climate-sceptic think tanks in the USA and Germany », *Climatic Change*, 164 (1-2). Accès : https://doi.org/10.1007/s10584-021-02962-z

Conway E., Oreskes N., 2010, *Les Marchands de doute. Ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, trad. par J. Treiner, Paris, Éd. Le Pommier, 2019.

Cook J., Nuccitelli D., Green S. A., Richardson M., Winkler B., Painting R., Way R., Jacobs P. Skuce A., 2013, « Quantifying the consensus on anthropogenic global warming in the scientific literature », *Environmental Research Letters*, 8, 024024. Accès : https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/8/2/024024

Cook J., Lewandowsky S., Ecker U.K.H., 2017, « Neutralizing misinformation through inoculation: Exposing misleading argumentation techniques reduces their influence », *PLoSONE*, 12 (5). Accès : https://doi.org/10.1371/journal.pone.0175799.

Diethelm P., McKee M., 2009, « Denialism: what is it and how should scientists respond », *European Journal of Public Health*, 19 (1), pp. 2-4.

Dunlap R. E., 2013, « Climate Change Skepticism and Denial: An Introduction », *The American Behavioral Scientist*, 57 (6), pp. 691–698.

Dunlap R. E., Jacques P. J., 2013, « Climate change denial books and conservative think tanks: exploring the connection », *The American Behavioral Scientist.* 57 (6), pp. 699-731.

Elsasser S. W., Dunlap R. E., 2012, « Leading voices in the denier choir: conservative columnists' dismissal of global warming and denigration of climate science », *The American Behavioral Scientist*

, 57 (6), pp. 754-776.

Ferkany M., 2015, « Is it arrogant to deny climate change or is it arrogant to say it is arrogant? Understanding arrogance and cultivating humility in climate change discourse and education », *Environmental Values*, 24 (6), pp. 705-724.

Fløttum K., 2018, « Linguistic analysis in climate change communication », pp. 21-38, in: Nisbet M., éd., *The Oxford Encyclopedia of Climate Change communication*, Oxford, Oxford University Press.

Gemenne F., Decroly J., Zaccaï E., dirs, 2012, *Controverses climatiques, sciences et politique* , Paris, Presses de Sciences po.

Holmes, D., Richardson, L. M., 2020, *Research handbook on communicating climate change* . Elgar.

Kahan D. M., Wittlin M., Peters E., Slovic P., Ouellette L. L., Braman D., Mandel G. N., 2011, « The tragedy of the risk-perception commons: Culture conflict, rationality conflict, and climate change », *SSRN Electronic Journal*. Accès : https://doi.org/10.2139/ssrn.1871503.

Kraft P. W., Lodge M., Taber C. S., 2015, « Why people "don't trust the evidence": motivated reasoning and scientific beliefs », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 658 (1), pp. 121-133.

Marshall G., 2015, *Le Syndrome de l'autruche. Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique*, trad. de l'anglais (États-Unis) par A. Prat-Giral, Arles, Actes Sud.

Norgaard K., 2011, *Living in Denial: Climate Change, Emotions, and Everyday Life*, Cambridge, Mass: MIT Press.

O'Neill S. J., Boykoff M., 2010, « Climate denier, skeptic, or contrarian? », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 107 (39). Accès : https://doi.org/10.1073/pnas.1010507107.

Painter J., Ashe T., 2012, « Cross-national comparison of the presence of climate scepticism in the print media in six countries, 2007-10 », *Environmental Research Letters*, 7 (4), pp. 1-8.

Powell J., 2019, « Scientists Reach 100 % Consensus on Anthropogenic Global Warming », *Bulletin of Science, Technology & Society*, 37 (4), pp. 183-184.

Santer, B. D., Po-Chedley, S., Zelinka, M. D., Cvijanovic, I., Bonfils, C., Durack, P. J., Fu, Q., Kiehl, J., Mears, C., Painter, J., Pallotta, G., Solomon, S., Wentz, F. J., Zou, C., 2018, « Human influence on the seasonal cycle of tropospheric temperature ». *Science (American Association for the Advancement of Science)*, *361*(6399), 245. Accès : https://doi.org/10.1126/science.aas8806.

Stoknes P. E., 2015, *What We Think About When We Try Not To Think About Global Warming*, Chelsea, Chelsea Green Publishing.

Treen K. M. D. I., Williams H. T., O'Neill S. J., 2020, « Online misinformation about climate change », *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 11 (5). Accès : https://doi.org/10.1002/wcc.665.

Van Rensburg W. (2015). Climate change scepticism: A conceptual re-evaluation. *SAGE Open*, 5 (2). Accès : https://doi.org/10.1177/2158244015579723.

Viot J.-F., 2020, *Chaud devant ! Bobards et savoirs sur le climat*, Waterloo, Lucpire éd.

Washington H., Cook. J., 2013, *Climate Change Denial: Heads in the Sand*, London, Routledge.